

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

### SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.3 à 6 : Place au débat : La lettre au Père Noël du Patronat / p.6 : Solidarité internationale / p7 : Actualité sociale : Vous avez dit télétravail obligatoire ? / p.8 : Coups de gueule



**Bonne année !** Avec le Smic qui est, en ce 1<sup>er</sup> de l'an 2022, revalorisé de 10,48 € à 10,57 € ; ça commence bien, n'est-ce-pas ?

A l'avant-veille d'une élection présidentielle, et vu ce que nous promet 2022, il est temps de dresser un bilan. Dans quel état sont donc notre pays... et notre peuple ? C'est assez simple, tout ce qui avait été patiemment construit à la Libération et à l'inspiration du programme du Conseil National de la Résistance, sur les ruines d'un pays exsangue mais d'un peuple debout, a été méticuleusement détruit au cours de ces trente dernières années et plus encore lors de ce dernier mandat de Macron.

Je parle d'abord de **nos industries**. De l'Est au Nord, de la région parisienne au Rhône-Alpes, de la sidérurgie au textile, de l'automobile aux armes et cycles, etc elles sont parties vers les pays « à faible coût de main d'œuvre » au plus grand bénéfice des capitaux. On nous promettait qu'elles seraient remplacées par des industries « à haut niveau de technicité », bref qu'on emploierait des ingénieurs pas des ouvriers... Promesses de Gascons : c'est en Corée que ça s'est passé. Les emplois peu qualifiés ont bien fui vers l'Europe de l'Est, le Pakistan, le Vietnam, la Chine ou l'Afrique, et les petits dragons, eux, ont hérité des emplois exigeant une technicité. La France importe donc à la fois produits à grande comme à peu de valeur ajoutée. Le « Plan » n'est plus à l'ordre du jour ; le libéralisme vit au jour le jour, sans penser l'avenir, pour le malheur de notre production nationale et le bonheur des actionnaires. Résultat : entre chômeurs « totaux » et contrats précaires de toute nature (CDD, intérim, stages de formation...) c'est 9 millions au moins de Français qui restent au bord de la route.



Dans ce cadre **les salaires** stagnent (cf. la honteuse annonce de « l'augmentation » du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier) et le pouvoir d'achat baisse car tout augmente (le cas des différentes énergies est significatif) ; 10 millions de Français sont en dessous du seuil de pauvreté.

**Notre agriculture** et l'industrie alimentaire sont incapables de prendre le tournant de la qualité désormais exigée, à juste raison, par les consommateurs. Du coup, le bio est réservé à ceux qui peuvent se le payer. Les grands exploitants, industriels de l'agriculture, contrôlent le principal syndicat et entravent les évolutions nécessaires, face à des gouvernants pleutres ou complices. La question de l'environnement est trustée par les bobos urbains pendant que nos campagnes crèvent.

**L'égalité, territoriale comme personnelle**, n'est plus au cœur de l'aménagement du pays. La concurrence « libre et non faussée », comme l'exigent les traités européens, démantèle le modèle social français.

**Les services publics** sont privatisés ou soumis à une concurrence inégale qui les détruit. Or il n'est de services publics structurant la société et le territoire, que sous la direction d'un Etat instrument de l'intérêt général. Si ce n'est pas le cas, c'est l'appât du gain qui est aux commandes et il n'y a plus de véritables services publics. C'est ce que les libéraux au pouvoir sous les gouvernements successifs ont patiemment organisé :

- France-Télécom, Edf-Gdf, la SNCF,... ont vu leur capital s'ouvrir et ceux de leurs dirigeants qui représentaient l'Etat, sont acquis au libéralisme et les pourrissent de l'intérieur ;

- la poste est devenue une société anonyme plus préoccupée de rendement que de services, les bureaux ferment et on installe des antennes dans

les commerces ; la banque postale n'a rien à envier aux banques privées ;

-les autoroutes sont vendues et on envisage même de privatiser les routes nationales ;

-que dire de l'hôpital public, pilier de notre politique nationale de santé ? il est la cible d'une gestion purement comptable dont on a pu constater la catastrophe depuis le début de la pandémie ; pour ajouter un dernier chiffre à la litanie des suppressions de lits : ce sont 17900 qui ont été fermés sous le quinquennat Macron ; la plus grosse blague revient peut-être à la Cour des Comptes qui, en plein covid, demande 6 milliards d'économies annuelles et la fusion des CHU pour passer de 30 à 10 ;

-l'école publique, enfin, mérite une mention particulière ; creuset de la formation du citoyen, quelle que soit l'origine sociale de l'enfant, elle a été l'objet d'une attention particulière : il fallait la consommer pour faire que l'enseignement commun ne soit plus d'excellence pour tous ; on a réussi : les écoliers français pointent aux dernières places des classements internationaux dans pratiquement tous les domaines, de la lecture aux mathématiques, de l'orthographe aux sciences,... la géographie et l'histoire ne sont pratiquement plus enseignées ; mais pendant le tiers temps scolaire on apprend le macramé et des personnels non-qualifiés sont censés enseigner des langues étrangères aux jeunes écoliers d'élémentaire et de maternelle ; le collège accueille des élèves qui ne lisent pas correctement tandis que le baccalauréat est à la carte, ce qui permet de ne pas faire chuter les pourcentages de « réussite » ; je ne parle pas de l'enseignement professionnel toujours sacrifié ; peut-on s'étonner que l'hémorragie vers l'enseignement privé s'amplifie ?

**Le droit du travail** déjà mis à mal par les lois El-Khomri et Macron sous le mandat de Hollande a subi de nouveaux coups de boutoir sous la présidence Macron. Les institutions représentatives du personnel dans l'entreprise sous supprimées ou fusionnées dans un cadre sans pouvoir. La judiciarisation a remplacé la négociation : les syndicats sont en partie vidés de leur substance... et de leurs militants. Les statuts protecteurs des salariés sont vilipendés : il faut la liberté... pour le patron. On invente des contrats encore plus précaires et la pandémie est utilisée pour casser un peu plus les protections salariales.

**La sécurité sociale** a été la proie de nombreuses attaques -dans ses 3 branches. Le pire est à venir, pour les retraites bien sûr comme Macron le rappelle régulièrement mais également pour son financement : les cotisations qui l'alimentent ont fait l'objet des nombreuses exonérations et,

aujourd'hui, tous les libéraux (toute la droite, de LREM au RN en passant par LR ou l'UDI) parlent plus radicalement de les supprimer.

**La France n'est pas pauvre pour cela ; elle est simplement de plus en plus inégalitaire.**

Pas par fatalité, par choix des politiques qui nous gouvernent aujourd'hui, par laxisme ou grande lâcheté de ceux qui nous ont gouvernés hier.

De l'argent, comme on dit, il y en a ! On en a trouvé pour sauver les banques, on en trouve pour financer le CICE et son successeur. L'évasion fiscale, contre laquelle on se garde bien de lutter, prive nos fonds publics de 80 à 100 milliards d'euros chaque année. Et si les salariés deviennent plus pauvres, rassurez-vous, la France reste le paradis des actionnaires : les grandes entreprises françaises vont verser 52 milliards d'euros de dividendes cette année, soit un rebond de 42 % en un an ; le plus gros scandale étant peut-être celui de Sanofi, tout le monde ne souffre pas de la pandémie !

**Dans ce contexte, la France se fendille, le sentiment d'appartenance à la communauté nationale citoyenne se délite, le communautarisme prospère sur le terrain du libéralisme, du racialisme et du wokisme bobo.**

On a vilipendé la laïcité, condition non seulement du « vivre ensemble » mais du débat libre de tout dogme et donc de l'exercice de la citoyenneté. On installe le religieux dans l'espace public au grand dam du peuple français qui affiche alors sa méfiance de toutes les institutions y compris les partis politiques censés le représenter. La gauche syndicale et partidairiste est moribonde. Le peuple réagit pourtant, il s'auto-organise. De nombreux collectifs formés de personnels, d'usagers, quelquefois d'élus, s'acharnent à défendre écoles, hôpitaux, maternités, bureaux de poste, centres des impôts... De nombreuses grèves locales et occupations d'usines répondent aux fermetures et aux délocalisations. Les Français ne baissent pas la tête : le peuple des zones rurales se révolte en gilets jaunes et les étudiants et classes moyennes urbaines se réunissent en nuits debout ; mais tous constatent que leurs luttes n'aboutissent pas ou bien peu.

Le débat de l'élection présidentielle va-t-il répondre à ce malaise ? Rien n'est moins sûr. Puisse-t-il, au moins, **faire prendre conscience aux politiques, à ceux qui se réclament de la gauche, que rien ne se fera sans prise en compte des aspirations populaires... et qu'on ne donne pas de leçons au peuple.**

Marinette BACHE

## PLACE AU DEBAT



### Lutte idéologique : la « LETTRE AU PERE NOEL » du patronat

Par Jean-Claude CHAILLEY

*M Laurent Vronski est directeur général de l'entreprise Hervor, vice-président de Croissance plus (dirigeants de PME « engagés pour libérer l'économie et favoriser la croissance des entreprises »).*

*Il est un des piliers de l'émission quotidienne « Les Experts » de BFM Business.*

*Le 21 décembre, l'émission commence par la lecture de sa « **lettre au Père Noël** ». C'est un **concentré de l'idéologie patronale qu'on retrouve en permanence sous de multiples formes dans tous les médias...***

*On pourrait penser que l'ensemble du mouvement social est en désaccord avec les exigences patronales sans limite. Il n'en est rien : à des degrés divers cette idéologie influence la gauche, le mouvement social.*

*Elle est mise en œuvre par tous les gouvernements, de gauche comme de droite, qui ont libéralisé, dérégulé, privatisé, coupé les budgets des services publics et de la protection sociale, presque détruit le code du travail.*

*Il est présentement impossible de réaliser l'unité de tous les syndicats contre les réformes de régression sociale, a fortiori de se mobiliser unitairement pour des propositions progressistes.*

*Cette idéologie doit être débattue et combattue.*

### La lettre au Père Noël :

« Cette année (de période électorale) la **fabrique de cadeaux** tourne à plein régime ... (au point) qu'on doit sûrement être au **plein emploi** (1)... **rupture d'approvisionnement** du papier d'emballage, rubans, certains composants qui servent à la fabrication de tes cadeaux sans doute pas distribués à Noël mais à Pâques. Il faut dire que de plus en plus de composants, voire de cadeaux complets, proviennent de contrées lointaines ce qui rend parfois difficile l'acheminement de ceux-ci (2)... Peut-être devrais-tu rapatrier dans notre pays une partie de la production et de la fabrication de tes cadeaux. Tu pourrais ainsi créer de multiples emplois et réduire notre dépendance vis à vis de partenaires économiques par toujours fair-play et désireux d'asseoir leur propre **souveraineté** (3)

Par contre pour favoriser ce rapatriement il ne suffit pas de faire des incantations mais de continuer les **efforts** pour rendre notre pays plus attractif, pour afin d'inciter plus d'entreprises à s'y créer (4). Il faut non seulement **simplifier la vie administrative** mais également poursuivre la **réduction des impôts de production** de cadeaux et la baisse des **charges** qui pèsent sur le **coût du travail**... (5) Il serait bon de poursuivre la **baisse des impôts** pour l'ensemble de la population afin qu'elle ne soit pas obligée d'attendre Noël pour s'acheter des cadeaux mais qu'elle puisse le faire toute l'année. Ta fabrique et ses sous- traitants ne s'en porteraient que mieux et pourraient produire 12 mois sur 12 créant par là même de nombreux emplois. Par contre pour réduire les impôts de tous il va falloir nécessairement **réduire le train de vie de l'Etat** qui atteint aujourd'hui des sommets (6)...**fardeau pour les générations futures**...(7) Aussi Père Noël je te demande d'offrir le cadeau suivant à notre futur Président Le courage de mener à bien les **réformes structurelles** dont notre pays a besoin afin de le rendre plus **agile, plus attractif, moins couteux, plus efficace**, et plus incitatif car comme tu le sais les impôts (notamment **cotisations sociales patronales et ce qui reste des impôts dits de production**) et **lois inutiles** nuisent à ceux et **celles qui sont nécessaires** »...(8)

Dans le débat : »La France est un des **pays les plus imposés du monde** donc on devrait avoir l'Etat régalien le plus performant au monde ; donc moi je fais seul juge les utilisateurs du système régalien **est-ce qu'on a le meilleur système de santé, est-ce qu'on a le meilleur système éducatif, est-ce qu'on a le meilleur système de sécurité**, tout ce qui concerne la vie des gens au quotidien...**Encore plus de dépenses ça fonctionne pas, il faut changer de logiciel**...inflation, taux intérêt de la dette qui vont remonter... »(9)

## Commentaires / argus :

(1) Il y a 2 aspects :

► **Sur le plan des théories économiques il défend la théorie économique « classique », du « tout marché », selon laquelle l'action de l'Etat doit être réduite au régalién.**

La « règle d'or », les équilibres budgétaires doivent être réalisés en toute circonstance. Ce qui n'empêche pas d'appeler l'Etat au secours en permanence pour créer les conditions permettant aux immenses fortunes de croître toujours plus, les protéger.

C'est la théorie mondiale dominante : FMI, OCDE, Banque mondiale, Union européenne, patronat mondial, quasi-totalité des gouvernements, dont Macron

**A l'inverse la théorie keynésienne** dit notamment qu'en période de récession, de chômage, **l'Etat doit soutenir la demande par des mesures de relance économique, des investissements, pour sortir de l'équilibre de sous-emploi.**

Pour les libéraux toutes ces mesures ne font que « creuser les déficits », augmenter inutilement « la dette »... D'où l'ironie de M Vronski: le quoiqu'il en coûte » de Macron n'a pas créé le plein emploi.

**Ces 2 théories aux innombrables variantes se situent dans le cadre de la gestion de l'économie capitaliste.** La théorie keynésienne est considérée « de gauche », mais contrairement à ce que certains pensent, elle n'a pas de perspective socialiste. Keynes, anobli en 1942, devient Lord.

► **Concrètement pour M Vronski le « quoiqu'il en coûte » n'a pas été assez favorable aux entreprises – avec le MEDEF il demande encore beaucoup plus - et trop favorable aux salariés, chômeurs et retraités.**

**Pourtant pendant le Covid les marges des entreprises ont augmenté,** les dividendes et la Bourse se portent à merveille. Pendant la crise elle bat son record.

**Quant aux salariés, retraités, chômeurs,** ils / elles voient leur pouvoir d'achat réduit par l'inflation, le chômage. La précarité et la pauvreté de masse s'étendent ; La jeunesse débute sa vie par les Restos du coeur.

(2) M Vronski dénonce les effets de la mondialisation libérale, des délocalisations

Pourtant **qui est responsable des traités de libre échange ?** Ce sont les gouvernements qui les imposent au nom des multinationales.

**Qui est responsable des délocalisations ?** Ce sont les entreprises qui les imposent aux personnels qui n'en veulent pas.

**Le MEDEF a un but en parlant relocalisations :** il veut des réformes pour avoir des couts comparables aux délocalisations et des prix supérieurs pour les consommateurs.

(3) Remarque assez comique venant de l'exportateur en Arabie Saoudite, Qatar, Emirats, dont la « souveraineté » est assise sur la manipulation des prix du pétrole et l'armement qu'on leur fournit...Il vise la Chine et la Russie qui sont dans le collimateur de Trump puis Biden, de l'OTAN, de l'UE.

(4) et (5) Il faut « **poursuivre les efforts** » : **il s'agit d'efforts...en faveur des entreprises :**

Nouvelle baisse des impôts dits de production : un particulier paie des impôts locaux, des taxes foncières s'il est propriétaire de son logement,... Pour le MEDEF tout devrait être gratuit pour l'entreprise, et même subventionné. C'est à ces conditions – ce chantage aux collectivités locales et à la baisse du « cout du travail »– que se feront les éventuelles relocalisations.

Quant aux « **charges sociales** » : entre 1980 et 2021 environ 140 milliards (annuels) de **cotisations sociales** dites patronales ont été supprimées et remplacées par la CSG et autres taxes, assorties de réductions de budget sur l'hôpital public, les retraites, l'APL,...

« **L'attractivité** » c'est tout ce qui permet directement ou indirectement d'augmenter les profits : baisse du « cout du travail », des impôts et taxes, des cotisations sociales, lois anti mobilisation,...

**Les « lois inutiles »** c'est tout ce qui reste de notre modèle social, du code du travail, des statuts, les 35 heures,...

**Les lois « utiles »** c'est l'inverse, les lois répressives, tout ce qui démantèle, privatise, fait baisser directement ou indirectement le « cout du travail »

## (6) Réduire « le train de vie de l'Etat ».

C'est la théorie économique « classique ». L'Etat doit se réduire aux lois en faveur des entreprises, des actionnaires, protégés s'il y a lieu par la police et l'armée. Le reste est à confier au marché, avec un filet de sécurité pour pauvres.

Elle influence la gauche et la divise, divise les organisations syndicales et associatives. Pour une bonne partie il ne peut pas y avoir d'autre schéma que la nationalisation – privatisation de 1981, socialisation des pertes puis privatisation des profits. L'Etat doit être démantelé car il n'y a pas d'alternative à l'autoritarisme, aux lois de régression sociale ; Bien souvent on se bat *contre les conséquences* et *non contre les causes* : il n'y a pas eu de lutte *unitaire* d'ampleur contre les PLFSS, contre la loi de transformation de la fonction publique, contre la loi 3 DS, contre la transformation du statut en code, contre le projet Hercule,... La reconquête est rendue d'autant plus difficile. D'où l'abstention massive des couches populaires qui ne voient aucune perspective. Mme Péresse a « triomphé » avec 10,85 % des inscrits au 1<sup>er</sup> tour, 14,87 % au 2<sup>ème</sup> tour.

Curieusement ceux qui dénoncent « l'étatisation », le « jacobinisme », sont souvent pour la fiscalisation – étatisation de la Sécurité sociale d'Ambroise Croizat.

## (7) L'éternel prétexte de la dette « fardeau pour les générations futures ».

Argument doublement nul :

**Les investissements sont non seulement utiles mais indispensables aux générations futures** à une condition : qu'il s'agisse **d'investissements utiles** : logements, infrastructures, services publics, hôpitaux, écoles, universités, transition écologique, industrie,...

**C'est maintenant que leur politique est un boulet pour les générations actuelles comme futures**, et notamment les jeunes qui sont **déjà** dans la galère.

(8) On ne peut pas dire que M Vronski, comme le MEDEF, fasse preuve d'originalité: toujours les mêmes « réformes structurelles » chères au FMI et à l'UE.

### Les exigences astronomiques du patronat

Les impôts de production c'est 80 milliards. E Macron en a supprimé 10 ; le MEDEF exige de supprimer les 70 milliards qui restent. Il reste 180 milliards de cotisations sociales « patronales », considérées non comme une partie du salaire, mais un « boulet ».

**Et ils osent dénoncer les déficits, la dette !**

(9) « Nul ne peut se prévaloir de ses propres turpitudes » dit-on, mais pas M Vronski

Il dénonce le résultat des politiques qu'il préconise et dont il demande l'amplification.

**Santé** : la France était classée 1<sup>ère</sup> du monde par l'OMS en 2000. Les manques de lits, de personnels, les déserts médicaux,... sont dus aux réformes menées par les gouvernements successifs. Pourtant les personnels, soutenus par la population, n'ont cessé d'alerter.

Pareil pour les **services publics** qui subissent réforme sur réforme.

Pareil pour les privatisations, externalisations, ouvertures à la concurrence.

► **M Vronski s'est bien gardé de se demander si les nombreuses privatisations et ouvertures à la concurrence s'étaient traduites par de meilleurs services, à moins cher.**

Par exemple la privatisation d'EDF-GDF, qui se traduit par des importations d'électricité à base de carbone d'Allemagne et des risques de coupure, est-elle un progrès ?

En digne représentant du patronat M Vronski accumule les contre-vérités. Il dénonce le pays « le plus imposé du monde », autre façon de dire « la France championne des dépenses publiques ». Mme Le Pen, qui se présente comme « sociale », reprend la même démagogie : mensongère : « rendez leur argent aux français », entre autres, comme Zemmour, par la privatisation de l'audio-visuel public qui doit être mis à leur service exclusif. Voici la réalité :

**Santé : la France est 11ème de l'OCDE** en dépenses par habitant en 2019 (parité de pouvoir d'achat). **Elle est 21<sup>ème</sup> en nombre de médecins par habitant.**

## Education : la France est 17<sup>ème</sup>

*Remarque : les classements ont leurs limites : même dans les pays mieux classés il y a des manques criants car en gros la même politique s'applique partout. L'Allemagne est beaucoup mieux classée que la France en santé. Actuellement elle débat des critères de tri des malades du Covid.*

### La manipulation du concept « trop d'impôts », trop de « dépenses publiques »

**Il y a plus de 200 milliards d'aides aux entreprises chaque année** : les impôts sur les sociétés sont passés de 50 % à 25 % (sur le papier, moins en réalité), les exonérations de cotisations « patronales » sont de l'ordre de 140 milliards chaque année

### Il s'agit non pas de « dépenses » mais du mode de financement :

On finance le public, la protection sociale, pour l'essentiel par la fiscalité et par les cotisations sociales.

Dans le privé on paie directement le produit ou la prestation.

Il ne s'agit pas de dépenses inutiles comme c'est suggéré à longueur d'années : un professeur du public effectue un travail, il enseigne. C'est ainsi que le considère la comptabilité nationale : le salaire des enseignants est une composante du PIB, des richesses produites. Idem pour une infirmière d'hôpital public.

### Derrière la manipulation il y a de gros intérêts privés :

Si on confiait l'enseignement à des multinationales, le poste « dépenses publiques » baisserait de 70 milliards. Mais les parents devraient payer l'enseignement privatisé, y compris la publicité, le profit des investisseurs. Il leur faudrait payer 90 ou 100 milliards.

Dans la santé l'exemple des Etats Unis est emblématique.

### ► La lutte idéologique est inséparable de la lutte pour la défense et reconquête de la Sécurité sociale, des services publics, du code du travail.

**La lutte idéologique, la convergence, sont les conditions du rassemblement, de la création du rapport de forces, dans les luttes comme dans les élections.**

*DL : « le public crée de la richesse...il ne fait pas faire comme si la dépense publique c'était derrière nécessairement des impôts car il ne faut pas oublier car 1 euro dépensé par l'Etat permet de générer plus d'1 euro, surtout quand on est en bas d'un cycle. Quand on est en haut d'un cycle alors là peut-être que je partagerais votre discours. Si demain on revient au plein emploi le multiplicateur, donc l'effet de la dépense publique sur le PIB sera plus faible alors là ce sera le moment de rembourser la dette. Il ne faut pas opposer le public et le privé ..ce qu'on trouve aussi dans la gauche radicale le public c'est bien, le privé c'est mal*

*Animateur lorsqu'une entreprise dépense 2 euros en bout de chaîne le salarié lui ne perçoit qu'un seul euro, c'est quand même un niveau de prélèvement très élevé.*

## SOLIDARITE INTERNATIONALE



**CHILI** Victoire populaire à l'élection présidentielle au Chili où le candidat de la gauche Gabriel Boric a écarté, par un beau score, l'héritier de Pinochet. Son programme est intéressant : Gabriel Boric propose de revenir sur la privatisation des services publics et du système de retraites effectuée sous Pinochet. Il souhaite instaurer la progressivité de certains impôts pour les plus riches, une retraite minimum via une augmentation des cotisations mensuelles de 10 % à 18 % du salaire avec une plus grande part prise en charge par l'employeur, l'augmentation du salaire minimum et la réduction de la semaine de travail à 40 heures et la création d'une assurance maladie universelle. Il aura cependant besoin d'être soutenu et affermi dans son action et le mouvement social sera déterminant.



**AFRIQUE-DU-SUD** L'ancien archevêque du Cap Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix, qui a œuvré de façon décisive à la fin de l'apartheid est mort le 26 décembre à l'âge de 90 ans. Né le 7 octobre 1931 à Klerksdorp, dans le Transvaal, dans une famille pauvre, d'un père instituteur et d'une mère cuisinière, il fera des études médicales qu'il devra abandonner pour raisons financières, puis grâce à une bourse d'études obtiendra un diplôme en sciences de l'éducation. Il quittera en 1957 l'enseignement suite à la loi qui dégrade l'enseignement aux noirs en instaurant la séparation dans les écoles. En 1961, il est ordonné prêtre anglican; en 1975, il est le premier Noir à occuper le poste de doyen du diocèse de Johannesburg. Il s'installe à Soweto, le ghetto des Noirs, où éclatent, en 1976, de sanglantes émeutes. Il y dénonce le

régime ségrégationniste et inégalitaire de l'apartheid. En 1978, il devient secrétaire général du conseil œcuménique d'Afrique du Sud, ce qui renforce encore sa stature de personnalité intouchable et de défenseur des personnes noires. Il devient la voix du militant anti-apartheid Nelson Mandela, incarcéré, qu'il n'a jamais rencontré en prison mais dont il partage les fortes convictions. Il plaide pour une action ferme mais non violente. C'est cette détermination pacifique au service d'une juste cause qui lui vaut de recevoir en 1984 le prix Nobel de la paix. Le 11 février 1990, Nelson Mandela est libéré après une détention de vingt-sept ans et devient, en 1994, le premier président noir du pays. Il nomme alors Tutu à la tête de la Commission vérité et réconciliation qui se met en place à partir de 1995 et qui est chargée d'enquêter sur les violations des droits humains pendant l'apartheid.

## ACTUALITE SOCIALE



### **Vous avez dit télétravail obligatoire ?**

*Par Pierre KERDRAON*

Afin de lutter contre le coronavirus et, disons-le surtout, contre l'absentéisme dû aux cas contacts, même si ceux-ci ne ressentent aucun symptôme, la ministre du travail Elisabeth Borne a enjoint les entreprises privées comme publiques à instaurer le télétravail obligatoire au moins trois jours par semaine pour les salariés dont les postes sont compatibles avec cette organisation.

Si on peut comprendre le principe de précaution, encore faudrait-il que les salariés qu'on oblige à travailler à leur domicile aient effectivement des conditions de travail satisfaisantes, ce qui est loin d'être le cas pour tous.

Une mère ou un père de famille avec des enfants en bas âge qui vit dans un logement exigu n'aura bien évidemment pas les mêmes possibilités qu'un cadre célibataire disposant d'un vaste bureau pour travailler.

De surcroît, le télétravail suppose bien souvent d'avoir des outils adaptés : micro, siège de bureau, parfois double écran... Or, si certaines entreprises mettent à la disposition de leurs salariés les outils nécessaires, dans d'autres c'est au salarié d'acheter le matériel dont il a besoin. De plus, cela induit davantage de charges (repas, électricité, chauffage...) qui sont loin d'être intégralement compensées (quand elles le sont) par les primes négociées dans le cadre d'un accord de télétravail.

En outre, beaucoup de ceux qui ont dû adopter ce nouveau mode d'organisation vous le diront : on travaille plus chez soi qu'au bureau : le temps qui n'est plus passé dans les transports est utilisé pour travailler, on fait moins attention au respect des horaires. Du coup, s'il y a moins de stress d'un côté, il y a aussi plus de fatigue de l'autre.

Je n'ai pas évoqué un autre problème non négligeable : le télétravail a tendance à rompre le cadre collectif du travail. Même si des réunions en visioconférence sont organisées, le salarié se retrouve le plus souvent seul devant sa machine ou son micro. Certains ne le supportent pas. Il est vrai que les échanges entre collègues, les repas pris en commun au self de l'entreprise contribuent à forger un esprit d'équipe qui se trouve largement réduit en période de télétravail intensif.

Autre problème qu'on rencontre notamment dans les entreprises de services : la réduction des espaces de travail au profit d'espaces partagés. Profitant de ce que tous les salariés ne sont pas au travail en même temps, certaines entreprises privées mais aussi certains services publics ont décidé de supprimer la plupart des bureaux individuels au sein de leurs sièges. Cela concerne souvent des centaines de personnes qui doivent se partager les bureaux. Si l'entreprise y gagne en mètres carrés, les salariés y perdent en espace intimiste. Cela contribue à déstabiliser une partie du personnel, employés ou cadres.

Enfin, je n'ai pas encore évoqué les conséquences pour les tiers de cette nouvelle organisation du travail. Malgré les aides gouvernementales, les services de restauration, qu'il s'agisse des restaurants traditionnels ou de la restauration collective type Sodhexo, subissent fortement le contrecoup de ce travail massif à domicile. Après deux ans de galères, combien parviendront à tenir ? Déjà, des chaînes ont dû fermer leurs portes faute de convives.

Comme on le voit, on est loin de l'aspect idyllique du télétravail donné par certains médias. Si certains en ont effectivement profité pour changer de domicile et s'éloigner des centres villes polluants, il ne s'agit que d'une minorité heureuse comme c'est le cas d'une manière générale pour la mondialisation. **L'évolution des techniques peut apporter des bienfaits. Encore faut-il que ceux-ci profitent au plus grand nombre.**

## COUP DE GUEULE

### A propos de la prostitution

Par *Fatiha BOUDJAHLAT*

Le candidat EELV Jadot à l'élection présidentielle vient de promettre, s'il est élu, d'abroger « la loi d'avril 2016 contre le « système prostitutionnel ». Etrangement, et contrairement à beaucoup des opposants à l'abolition de la prostitution, il utilise la bonne dénomination de cette loi essentielle, en la plaçant entre guillemets cependant. Il s'agit bien d'un système d'exploitation du corps des femmes, dans lequel elles sont toujours perdantes. Jadot se retrouve d'ailleurs sur la même ligne que ceux, plutôt classés très à droite, qui avaient signé une tribune intitulée « Touche pas à ma pute ». Comme le disait Françoise Lhéritier, parler du droit des femmes à vendre leur corps permet surtout de dissimuler le droit des hommes à l'acheter. Ce n'est pas la loi d'abolition de la prostitution qui met en danger les femmes, ce sont les hommes qui les violentent. Qui considèrent que le fait d'avoir payé leur ouvre tous les droits sur leurs victimes. A qui ils demandent ou imposent des pratiques toujours plus violentes. Ils veulent en avoir pour leur argent.

Pour masquer l'exploitation et la violence systémiques de la prostitution, on met en avant le consentement. On retourne et on pervertit le slogan « mon corps, mon choix ». Simple alibi pour masquer la subordination économique. J'ai débattu avec une professeure retraitée de l'EHESS qui a osé dire que la prostitution était un choix, et souvent un plaisir, que même des bourgeoises du XVIème arrondissement s'y adonnaient par envie... Un réalisateur de films m'a lui affirmé qu'il était plus dégradant de nettoyer les WC que de se prostituer... Mais avec la prostitution, le balai à chiottes, on le prend dans la bouche et dans les autres orifices... A ces bourgeois inconséquents j'oppose le principe de sinistralité : qu'eux-mêmes se prostituent et prostituent leurs filles et sœurs, et on en reparlera. La prostitution n'empouvoire pas les femmes. La prostitution ne relève pas du droit du travail. La prostitution est du viol tarifé.

### Oui il faut défendre la gastronomie française !

Par *Emilie ROCHER*

Un candidat à l'élection présidentielle a osé dire que la culture bio devait profiter à tous les Français et pas seulement à une minorité qui a les moyens d'acheter ces produits. Il s'est aussitôt pris une volée de bois vert de la part d'un certain nombre d'écologistes mais aussi de militants communistes l'accusant de reprendre des thèmes de l'extrême-droite, le « pain, pinard, saucisson » renvoyant souvent à l'image des partisans de Pétain pendant la guerre. Cette polémique est absurde. Oui, ce candidat a raison de défendre le bio pour tous. Ce n'est pas pour rien si la gastronomie française fait partie des biens communs immatériels de l'humanité. Alors même que la défense de l'environnement est de plus en plus partagée et l'usage des pesticides de plus en plus critiqué, le gouvernement a supprimé ou diminué les aides dont bénéficiaient les agriculteurs bio, ce qui conduit à rendre les produits bio plus chers. Il est nécessaire de rétablir ces subventions pour que les produits plus naturels soient à la portée de tous. C'est notre santé qui est en jeu !

## VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel :

[webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :

**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)